

Service vétérinaire – Environnement  
10 Boulevard Gaston Doumergue  
BP 76315  
Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 09/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SARVAL Ouest**

La Grand'Lande  
44520 Issé

Références : 2024-03689  
Code AIOT : 0054400758

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2024 dans l'établissement SARVAL Ouest implanté La Grand'Lande 44520 Issé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Programmation annuelle de l'inspection de l'établissement  
Suivi des du respect des dispositions de l'APMD du 30 juillet 2024  
Préparation CSS du 5 décembre 2024  
Suivi des incidents déclarés en 2024  
Gestion courante de l'installation sur la thématique "Sécurité"

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARVAL Ouest
- La Grand'Lande 44520 Issé
- Code AIOT : 0054400758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de traitement et de valorisation de sous- produits animaux de catégorie 3 (Autorisation IED: Bref SA)

**Contexte de l'inspection :**

- Accident
- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- ATEX

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/12/2025
5	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 5.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/09/2025
7	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 5.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/10/2025
10	Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/12/2025
12	Vérifications périodiques	AP Complémentaire du 16/11/2017, article 8.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	31/12/2025
16	Transports, chargements - déchargements	AP Complémentaire du 16/11/2017, article 8.5.8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/09/2025
17	Prevention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.5.10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	30/09/2025
19	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 18/11/2017, article 8.6.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	31/12/2025

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Portée de l'autorisation et conditions générales	AP Complémentaire du 16/11/2017, article 1.1.1	Sans objet
2	Autorisation IED	Code de l'environnement du 09/05/2017, article 515-71	Sans objet
4	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 2.3.1	Sans objet
6	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 5.2.3	Sans objet
8	Prevention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.1	Sans objet
9	Infrastructures et installations	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.4.1	Sans objet
13	Interdiction de feux	AP Complémentaire du 16/11/2017, article 8.4.3	Sans objet
14	Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.4.4	Sans objet
15	Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.4.5	Sans objet
18	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.6.3	Sans objet
20	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 18/11/2017, article 8.6.5	Sans objet
21	Odeurs	AP de Mise en Demeure du 30/07/2024, article 1.2.3.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Actuellement le fonctionnement de la Société SARVAL-OUEST est réglementé selon les conditions définies par l'arrêté préfectoral du 16/11/2017 commun au fonctionnement d'une seconde IED (ALVA) exploitée par un tiers sur le même site.

En 2025, les conditions de fonctionnement de ces deux installations IED distinctes, suite à la publication des conclusions du BREF SA, devront faire l'objet d'un réexamen de leurs conditions respectives de fonctionnement .

Idéalement, le découplage de ces dispositions réglementant le fonctionnement de ces deux Installations Classées IED (arrêté préfectoral du 16 novembre 2017) doit être conduit afin d'actualiser le fonctionnement de ces deux installations.

Un dossier de mise à jour des conditions de fonctionnement de l'établissement SARVAL-OUEST doit être transmis à cette occasion afin d'actualiser les prescriptions individuelles de l'établissement suite au démembrement des établissements présents sur le site.

Suite aux 3 incidents (inondation, rejets dans le Don non-maîtrisés, début d'incendie en atelier) survenus sur l'établissement au cours de l'année 2024 plusieurs modifications sont en cours concernant la mise en place de nouvelles mesures de gestion :

- des eaux pluviales sur le site en partenariat avec VALDIS ;
- en cas d'inondations du site ;
- de prévention contre les risques incendie dans les ateliers de production;

La mise en place des mesures de limitation des émissions odorantes diffuses est en cours. Des

actions correctives sont planifiées au courant du premier semestre 2025 afin d'améliorer l'admission des rejets aqueux dans les bassins.

Les moyens mis en œuvre devront être évalués au cours de l'été 2025 afin de lever définitivement les dispositions de l'Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 30 juillet 2024 conformément aux valeurs d'émissions attendues.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : PORTÉE de l'autorisation et conditions générales

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/11/2017, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Bénéficiaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les sociétés SARVAL OUEST et ALVA dont le siège social est situé au lieu-dit "Grand'Lande" n° ISSE sont autorisées, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté à exploiter à cette même adresse un établissement de traitement de déchets et de sous-produits animaux comprenant les activités citées à l'article 1.1.3.
<b>Constats :</b>  Actuellement le fonctionnement des deux établissements ALVA et SARVAL OUEST est réglementé au titre des Installations Classées selon les dispositions d'un arrêté préfectoral commun en date du 16 novembre 2017. Cet arrêté commun ne permet pas le respect du principe permettant de définir un exploitant unique sur chaque installation classée réglementée.  Depuis 2017, plusieurs modifications sont apparues dans le fonctionnement de votre établissement: <ul style="list-style-type: none"><li>- Puissance des équipements de combustion (2019, 2023, 2024) ;</li><li>- Mise en place d'un observatoire des Odeurs (2020)</li><li>- Mise en place d'une tour Aéroréfrigérante (2022)</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Actuellement le fonctionnement de la Société SARVAL-OUEST est réglementé selon les conditions définies par l'arrêté préfectoral du 16/11/2017 commun au fonctionnement d'une seconde IED (ALVA) exploitée par un tiers sur le même site.  En 2025, les conditions de fonctionnement de ces deux installations IED distinctes, suite à la publication des conclusions du BREF SA, devront faire l'objet d'un réexamen de leurs conditions respectives de fonctionnement .  Idéalement, le découplage de ces dispositions réglementant le fonctionnement de ces deux Installations Classées IED (arrêté préfectoral du 16 novembre 2017) doit être conduit afin d'actualiser le fonctionnement de ces deux installations.  Un dossier de mise à jour des conditions de fonctionnement de l'établissement SARVAL-OUEST doit être transmis à cette occasion afin d'actualiser les prescriptions individuelles de l'établissement suite au démembrement des établissements présents sur le site.  Enfin, suite aux courriers transmis : <ul style="list-style-type: none"><li>- le 28 mai 2024, je vous informe que vous recevrez dans les prochains jours un document prenant acte de l'absence de classement de votre établissement au titre de la rubrique 1510 (Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts).</li></ul>

- le 28 novembre 2024 : l'instruction de la mise à jour des VLE applicables au 01/01/2025 concernant les émissions en provenance des installations de combustion doit être réalisée prochainement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : AUTORISATION IED

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/05/2017, article 515-71
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Réexamen IED
<b>Prescription contrôlée :</b>  - En vue du réexamen prévu l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles.
<b>Constats :</b>  Suite à la publication des conclusions du BREF SA un dossier de réexamen des conditions de fonctionnement de l'établissement est déposé en prefecture.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le réexamen des conditions de fonctionnement de la société SARVAL-OUEST dans le respect des dispositions applicables aux installations IED relevant de l'application des dispositions du Bref SA doit être accompagné d'une clarification des périmètres IED spécifiques à chaque installation IED présente sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
<b>Constats :</b> Présence d'un PER et de consignes de sécurité à destination du personnel.  Renforcement des consignes de travail, formalisation (en cours) d'une procédure d'inspection périodique des gaines (farines);  Mise à jour du Document Unique en cours suite au sinistre incendie du mois de juillet.  L'origine des rejets d'eau colorée dans le Don en provenance de SARVAL (19 novembre 2024) n'a pas été démontrée à ce jour (présence de canalisations externes d'origine inconnue à proximité du point de rejet).  Concernant le risque d'inondation du site la rédaction d'une procédure (commune aux installations SARVAL-VALDIS-ALVA) est en cours pour définir :

<ul style="list-style-type: none"> <li>les modalités de mise en place d'une cellule de crise et l'organisation des <u>moyens techniques</u> (mallette de crise, équipements nécessaires pour la mise en sécurité des installations...) et <u>humains</u> en cas d'inondation</li> <li>l'actualisation du livret d'accueil.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Prévoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'achèvement de la mise à jour du PER suite aux RETEX du sinistre du 14 juillet 2024 ;</li> <li>- la création d'une procédure commune (cellule de crise commune aux établissements) concernant le risque inondation et actualisation du livret d'accueil</li> <li>- l'actualisation des consignes d'exploitation : nouveaux dispositifs de surveillance lors des opérations de rejets dans le Don (vidéosurveillance).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b></p> <p>Procédure d'inspection des gaines de farine : 30/03/2025</p> <p>Procédure commune inondation (VALDIS) : 31/12/2025</p> <p>MAJ livret nouveaux arrivants 08/04/2025</p> <p>MAJ du PER : 30/09/2025</p> <p>MAJ consignes de surveillance des rejets (DON): (dès la mise en service d'une vidéo surveillance) : 30/09/25</p>

#### N° 4 : INCIDENTS OU ACCIDENTS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 2.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclarations et rapports</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Plusieurs incidents déclarés au cours de l'année 2024:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Janvier 2024: <ul style="list-style-type: none"> <li>Pollution des eaux pluviales du bassin d'orage suite au transfert des eaux pluviales en provenance de VALDIS (17/01) : cause identifiée (traitement en interne VALDIS- SARVAL: documents transmis par VALDIS)</li> <li>Présence de dépôt de graisse aux abords du point de rejet dans le Don: cause non identifiée (non formalisé par transmission de document type)</li> </ul> </li> <li>- Juin 2024: Inondation des sites de SARVAL-QUEST, ALVA et VALDIS (intempéries): cause identifiée</li> <li>- Juillet 2024: Incendie dans la gaine sécheur de farine présent dans l'atelier de traitement des plumes: cause identifiée</li> <li>- Novembre 2024: rejet dans le Don d'eau colorée « marron-orangée »: cause non identifiée à ce jour (investigations en cours)</li> </ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 5 : Collecte des effluents liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 5.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de déconnexion, l'implantation des systèmes de déconnexion ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)</li><li>- les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b>  Suite au sinistre du 19 novembre 2024: méconnaissance d'une partie du réseau (en cours d'investigation et cartographie) investigations toujours en cours;
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Programmation des actions correctives selon l'échéancier proposé par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- Actualisation du plan des réseaux (STEP, lagunes, canalisations et raccordements vers les points de rejets dans le Don, vannes de fermetures, gestion des trop pleins entre lagunes...) : 30/06/2025</li><li>- Amélioration de la gestion du trop plein d'eau de pluie : 30/09/2025 (voir point n°16)</li><li>- Mise en place d'un caniveau vers les eaux usées dans la zone de stockage du caisson de transport des boues : 30/09/2025 (voir point n°16)</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> Investigations et cartographie du réseau, travaux réseau EP : 30/09/2025

**N° 6 : Collecte des effluents liquides**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.



<p><b>Constats :</b></p> <p>Projet de modification du fonctionnement de la station d'épuration concernant l'admission des effluents dans le bassin d'anoxie (réponses attendues suite aux prescriptions de l'APMD du 30 07 2024 : retour de l'étude et améliorations techniques).</p> <p>Achèvement constaté de la réfection des canalisations destinées au transfert des eaux de purges (chaudières) et des condensats (process sang).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Collecte des effluents liquides

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 5.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement avec les milieux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Communication de deux événements accidentels au cours de l'année 2024 à proximité des points de rejets dans le Don :</p> <p>Janvier: Présence indéterminée d'accumulation de graisses (origine inconnue) malgré les investigations réalisées ;</p> <p>Novembre: Rejets d'eau colorée dans le Don (quantité limitée)</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Procéder à la mise en place des mesures correctives conformément au plan d'actions indiqués suite aux incidents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• actualisation des consignes concernant la gestion des trop-pleins des eaux pluviales, de gestion des eaux d'extinction (lagune 6) des rejets des eaux traitées : 30/09/2025</li> <li>• établir des consignes relatives à l'entretien des canalisations et des lagunes (réfection des berges suite aux inondations)... : 31/10/2025</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 31/10/2025</p>

#### N° 8 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Principes directeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite aux derniers incidents (inondation,...), l'exploitant propose le renforcement des conditions de fonctionnement par la mutualisation des moyens d'intervention avec la mise en place de cellule de crise avec VALDIS. (Définition en cours)</p> <p>Concernant la prévention des sinistres incendie, l'exploitant propose la mise à jour de nouvelles consignes préventives (purges) dans les cahiers de production, la formalisation du contrôle périodique des gaines associé à certaines modifications sur les équipements en cause (trappes de visite, suppression de certaines canalisations inutilisées susceptibles d'accumulation de "matières"...).</p> <p>Concernant le risque inondation une étude est en cours.</p> <p>Des mesures ont cependant été actées suite au RETEX (incendie)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- actualisation du livret d'accueil,</li> <li>- renforcement des consignes écrites de surveillance des équipements concernés auprès du personnel en cas d'arrêt temporaire de la production.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Procéder à la mise en place des mesures actées dans les délais proposés selon les prescriptions suivantes. (Cf point de contrôle 3).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bâtiments et locaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.</p> <p>Les bâtiments ou locaux susceptibles d'être l'objet d'une explosion sont suffisamment éloignés des autres bâtiments et unités de l'installation, ou protégés en conséquence.</p> <p>À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p> <p>Des trappes de désenfumage sont installées dans l'ensemble des ateliers.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Absence de stockage de matériaux combustibles en extérieur, à proximité immédiate des locaux de production.</p> <p>Chaufferie dégagée des matériaux encombrants.</p> <p>Les locaux (production, maintenance, stockage et chaufferie) sont pourvus de détection de départ d'incendie.</p> <p>Le local de chaufferie est pourvu d'équipements centralisés de détection CH4.</p> <p>Les locaux de stockage des MP sont pourvus d'un système centralisé de détection H2S.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques – Mise à la terre
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  Transmission: - Rapport de vérification périodique N° 132879342401R001 (Q18) en date du 17/06/2024. Limites : Adéquation des matériels électriques aux différentes zones à risques d'explosion, en l'absence de localisation précise de ces zones à l'intérieur de l'usine. - Activité Détection incendie : Rapport de Vérification N°1300729.  Vérification par sondage lors de l'inspection de la mise en place d'actions correctives : <ul style="list-style-type: none"><li>• Actualisation étude foudre réalisée le 31/08/2023 (programmation budgétaire des actions correctives programmées 31/12/2025);</li><li>• Vérification par sondage de la mise en place d'actions correctives mises en évidence par l'étude ATEX (décembre 2019);</li><li>• Tableau de bord concernant la vérification périodique des équipements (Q18).</li><li>• Bon de travail N°46352 (Q18)</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Poursuivre la prise en compte des résultats d'audit et traçage des actions correctives (Etude ATEX 2019). Procéder à l'identification plus fine des zones ATEX dans l'usine selon les conclusions de l'étude conduite en 2019. Programmation 2025 du contrôle annuel des installations électriques et du matériel en présence dans ces zones selon l'actualisation des zones ATEX définies.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 11 : GESTION DES OPERATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, : Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de fumer ;</li> <li>- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;</li> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque à proximité du dépôt ;</li> <li>- l'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Marquage perfectible des zones ATEX suite aux conclusions de l'étude transmise en 2020. Vérification de la réalisation des permis feux</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compléter l'information des zones ATEX au plus près des zones identifiées (Cf point n°10) Procédures d'alerte et de mise en commun des moyens d'intervention (techniques et humains) en cas d'inondation (en cours d'actualisation), (Cf point n°3)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Vérifications périodiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/11/2017, article 8.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conformité sur l'ensemble des points visés lors de l'inspection. Présence d'un tableau de bord concernant le suivi des équipements présents (électriques, sécurité, incendie...). Présence d'un inventaire des ESP. Suivi informatisé des actions correctives, traçage par le service de maintenance.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Prévoir la vérification des équipements électriques (hors usine, à savoir: zone de stockage extérieure de matériels (dite « la Ferme ») dans les vérifications</p>

<p>Programmation en 2025 des travaux nécessaires suite à l'actualisation des risques foudre (2023) sur l'établissement.</p> <p>Échéancier à transmettre en réponse du rapport d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

#### N° 13 : Interdiction de feux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/11/2017, article 8.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis feux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Réalisation d'une étude des zones ATEX afin de définir les zones les plus sensibles de l'usine. Vérification documentaire des permis feu (exploitant, intervenant extérieurs...).</p> <p>Vérification par le service de maintenance du respect de la conduite des actions définies. Archivage documentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : GESTION DES OPÉRATIONS PORTANTS SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Formation des opérateurs sur les risques inhérents au fonctionnement des équipements présents sur l'installation, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Limitation de la présence du personnel dans certains locaux sensibles de l'établissement (électriques, chaufferie...).</p> <p>Présence de pompiers volontaires dans le personnel de l'usine (Maintenance).</p> <p>Présence d'un PER à disposition des services de secours (non vérifié lors de l'inspection).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Poursuivre les actions en cours associées à la mise en place d'une cellule de crise. Suite au sinistre incendie, transmission des nouvelles consignes auprès des opérateurs</p>

(maintenance, production...) en cas de sinistre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 15 : GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 8.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Travaux d'entretien et de maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tous travaux d'extension, modification ou maintenance dans les installations ou à proximité des zones à risque inflammable, explosible et toxique sont réalisés sur la base d'un dossier préétabli définissant notamment leur nature, les risques présentés, les conditions de leur intégration au sein des installations ou unités en exploitation et les dispositions de conduite et de surveillance à adopter. Les travaux font l'objet d'un permis délivré par une personne dûment habilitée et nommément désignée
<b>Constats :</b>  Rédaction de permis feux par le service maintenance en relation avec les dispositions de l'article 8.4.3 de l'arrêté préfectoral.  Vérifications des travaux accomplis et réception en fin d'intervention par le service maintenance selon les dispositions du Permis Feu documentés .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 16 : Transports, chargements - déchargements

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/11/2017, article 8.5.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.
<b>Constats :</b>  Notification du 26 novembre 2024 relative à l'incident de pollution du Don.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Amélioration du réseau séparatif des eaux pluviales par la mise en place d'un nouveau caniveau raccordé au eaux usées devant la zone de chargement du caisson des boues – Délai 30/09/2025  Création d'un dispositif afin de dévier le trop plein regard Eau de pluie vers la lagune 4 - Délai 30/09/2025
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30/09/2025